

Patrick Viveret

L'oubli du « doux commerce »

L'économie comme « doux commerce » permettrait de reprendre le marché et la monnaie au capitalisme pour sortir de la guerre économique et renouer avec la solidarité qui est son objet social fondateur.

Dans sa version dominante, l'économie est caractérisée par un double impensé écologique et anthropologique.

Impensé écologique : la nature n'est pas un simple matériau, malléable, abondant et renouvelable. Berceau de la vie, et singulièrement de la vie humaine (nous ne sommes pas *dans* la nature, nous sommes *de* la nature) elle est organisée autour d'écosystèmes complexes et potentiellement fragiles. Toutes les ressources ne sont pas renouvelables, des effets de seuil destructeurs peuvent se produire. En outre, l'idée d'une « production *ex nihilo* » fait l'impasse sur le fait que toute production est en réalité une co-production et plus précisément une transformation à partir d'un donné : l'homme n'a pas créé l'univers pas plus qu'il ne s'est créé lui-même.

C'est ici que l'impensé écologique se double d'un impensé anthropologique : toutes les « productions » humaines sont des combinés du rapport nature/intelligence ou des effets des rapports inter-humains. En ce sens, contre l'idée reçue commune au libéralisme et au marxisme, l'économie n'est pas une infrastructure, socle premier dont dépendrait ensuite l'évolution des superstructures politiques ou culturelles. Elle est elle-même produite par des conditions écologiques et anthropologiques. D'ailleurs l'étymologie nous indique que l'*oikos logos* (la théorie écologique de l'organisation de notre grande maison (planétaire) devrait être matricielle par rapport à celle de nos « petites maisons » celle de l'*oikos nomos*.

Il nous faut dans la même perspective cesser de confondre des concepts comme marché et capitalisme.

Par exemple, si l'on définit le marché comme l'ensemble des zones d'échanges autorégulées par un système d'offre et de demande, qui disposent d'un étalon pour cette régulation, tout processus autogestionnaire est susceptible de constituer un marché ! Une grande partie des échanges associatifs non lucratifs, un Réseau d'échange de savoirs par exemple, correspond techniquement à cette définition. Comme l'a montré Fernand Braudel, il y a non seulement distinction mais même à certains égards contradiction entre la logique du capitalisme, qui est une logique de puissance qui peut conduire à la destruction de l'échange, et celle du marché qui est une logique d'échange s'il s'agit bien d'un vrai marché (dans le cas où les conditions politiques et juridiques ne sont pas remplies quant aux droits égaux des échangistes il s'agit alors d'un « marché noir »). On le voit clairement dans le mouvement historique de concentration du capitalisme bien analysé par Marx. Si des forces sociales (comme le mouvement ouvrier) ou des régulations juridiques ne stoppent pas ce processus de pure puissance, le capitalisme est destructeur de toute logique d'échange, y compris celle des marchés. On en a vu encore un exemple récent avec Microsoft dans le domaine informatique.

Monnaie

La monnaie, de son côté, est un signal d'information, qui permet un droit de tirage sur la richesse collective. Elle se fonde à la fois sur la confiance faite à cet étalon par la collectivité, et sur le fait qu'elle est garantie par des autorités reconnues comme légitimes. En ce sens, la monnaie est d'abord une institution politique et sociale comme l'ont bien montré les travaux historiques de Michel Aglietta et André Orlean. L'erreur majeure dans le domaine monétaire, déjà dénoncée par Adam Smith dans *La Richesse des nations* sous le nom de mercantilisme, est de croire que la monnaie a une valeur en elle-même. La raréfaction artificielle de monnaie aux bénéfices des riches et des puissants condamne alors la partie de la population qui n'a pas assez de monnaie à sous-utiliser ses potentialités d'échange et d'activité. Il faut donc refuser d'enfermer ces notions dans une logique purement économiste, et se réapproprier le marché et la monnaie comme des concepts intrinsèquement liés à la construction sociale et démocratique.

Arrêtons donc de faire cadeau du marché et de la monnaie au capitalisme ! Car cela laisse une alternative limitée : au pire, une régulation stricte qui fait dériver la société vers la bureaucratie et l'autoritarisme, et au mieux,

une vision de l'économie sociale réduite à un îlot dans un océan de capitalisme pur et dur, ce qui est une régression par rapport à sa définition telle que la donnait Charles Gide, fondateur du mouvement coopératif. Il faut ouvrir de nouveau notre imaginaire et pour cela commencer à refuser de nous laisser imposer le sens des mots par l'économisme dominant.

On est conduit, dans cette perspective, à refuser de réduire l'entreprise au carcan de la société de capitaux. Le métier de l'entreprise, au sens strict n'est pas de faire du profit, mais de fabriquer des biens et des services. Le profit est un moyen et non une fin pour l'entreprise. Or, aujourd'hui, l'inverse prévaut. Car l'entreprise comme institution sociale disparaît au profit de la société de capitaux dont le but est de rémunérer ses actionnaires. Face aux dérives actuelles, la notion d'utilité sociale prend du sens non seulement pour les acteurs de l'économie solidaire, mais aussi pour toutes les structures du secteur marchand classique. De quoi réhabiliter le métier d'entrepreneur. En restaurant ces fondamentaux, la nature du débat change non seulement sur le plan théorique, mais aussi sur le plan pratique. On ne se limite plus à demander la permission de faire un bout d'économie sociale ou solidaire dans un coin, mais on porte une vision large qui interroge l'ensemble des acteurs économiques, sur leur propre métier et leur propre utilité sociale.

Dans cette perspective, l'économie sociale et solidaire est en réalité la version la plus consciente de l'objet social de l'économie. L'économie comme instance séparée du religieux et du politique est une invention récente dans l'histoire de l'humanité. Sa vraie spécificité ne se situe pas sur le terrain de la production de richesse dans un univers de rareté. La vie en effet a très bien fait son chemin de démultiplication des richesses pendant des milliards d'années sans économie, sans marché et sans monnaie. On voit d'ailleurs aujourd'hui que les grands maux de l'humanité liés à la rareté – la pauvreté, la famine, le non accès à l'eau potable – peuvent être éradiqués, en mobilisant, selon les chiffres officiels du PNUD (programme des Nations unies pour le développement), une cinquantaine de milliards de dollars par an. On ne trouve pas ces cinquante milliards mais on en mobilise dix fois plus, cinq cents milliards rien que pour les dépenses de publicité ! Ce n'est donc pas du côté des besoins et de la rareté que se situe le problème mais du côté de la violence des rapports sociaux inégalitaires. Et au total on peut dire que le principal problème de notre espèce c'est qu'il s'agit d'une espèce « qui ne s'aime pas » au triple sens du terme : dans le rapport entre humains, dans le rapport à soi même (toutes les sagesse nous disent que la qualité de la relation à autrui ne peut se fonder sur la haine de soi) et dans son rapport global à elle même : l'humanité préfère ainsi dater

les grandes mutations de son histoire du nom d'objets ou de techniques (du néolithique – la nouvelle pierre – aux révolutions industrielles ou informatiques) alors qu'il s'agit de transformations ou d'inventions issues de l'intelligence humaine.

Économie et désamour

Tout le génie de l'économie est d'avoir traité cette question du désamour, en créant un tiers espace de neutralité affective pour l'échange des activités, là où le politique et le religieux fonctionnaient sur un mode binaire, distinguant les citoyens des « barbares », les fidèles des « infidèles », le processus de pacification consistant essentiellement à décharger la violence interne de la communauté religieuse ou politique sur l'extérieur. Cette domestication des passions des hommes à travers l'organisation de leurs intérêts est une avancée pacificatrice dans l'histoire des sociétés comme l'a bien montré Albert Hirschmann dans *Passions et Intérêts* (PUF, 1981). Mais si l'économie oublie ses fondements anthropologiques qui ont pour objet de substituer, selon les termes de Montesquieu « le doux commerce » à la guerre (on dirait aujourd'hui le commerce équitable), alors elle devient elle-même guerrière. On le voit dans le dérapage du mot concurrence, qui étymologiquement signifie « courir avec », désignant ainsi une émulation coopérative, et qui est devenu synonyme de guerre économique.

L'économie sociale et solidaire, à condition de croire pour de bon à ses propres valeurs (au lieu de les porter dans la plainte comme une croix!) est, en ce sens, la part la plus consciente d'une économie qui a pour objet social de produire des échanges pacifiés par la transformation et l'échange de biens et services. La lucrativité en revanche qui fait de la monnaie une fin et non un moyen représente un danger pour ce lien social et porte atteinte au métier même de l'entreprise. Elle trouve son aboutissement le plus dangereux dans une économie-casino qui détruit les fondement mêmes de l'économie d'entreprise.

Le rôle des autorités politiques et judiciaires est donc de rappeler cet objet à l'économie dans son ensemble. C'est d'ailleurs la fonction même de la démocratie de ne plus fonder l'unité de la société sur l'opposition à « l'étranger » mais de faire un travail sur elle-même et d'organiser, par les conflits intérieurs, une alternative à la violence extérieure. Quand une société oublie ces fondements et se lance dans la guerre économique, comme le fait aujourd'hui l'Amérique de George Bush, elle n'organise plus ce processus de construction interne, et préfère se constituer contre un ennemi intérieur ou extérieur. À ce moment-là, le processus démocratique lui-même est en danger.